



**TROISIEME APPEL A PROPOSITIONS  
MONDIAL**

**DOSSIER DE PROJET**

**POUR**

**UNE SUBVENTION DU GPSA**

**605 000 USD**

**POUR**

**Eco-développement**

**MAURITANIE**

**DESTINEE A LA**

**Transparence du budget de l'éducation de la Mauritanie (TOME)**

**7 juin 2016**

## FICHE DE DONNEES

MAURITANIE

PROJET pour la Transparence du budget de l'éducation de la Mauritanie (TOME)

AFR

EDUCATION

Informations de base									
Date :	7 juin 2016			Secteurs :	Education (100%)				
Récipiendaire : Eco-développement									
Agent d'exécution : Eco-développement									
Contact :	Sidi Med Lemine Khalifou				Titre :	Président d'Ecocodev			
N° téléphone :	+(222) 22 31 46 09				Courriel :	sidiml.khalifou@ecodev.mr			
Données sur le financement du projet (MUSD)									
<input type="checkbox"/> Prêt	<input checked="" type="checkbox"/> Don		<input type="checkbox"/> Autre						
<input type="checkbox"/> Crédit	<input type="checkbox"/> Garantie								
Décaissements prévus (AF/USD)									
Année Fiscale	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4					
Annuel	259 300	111 400	111 400	122 900					
Cumulatif	259 300	370 700	482 100	605 000					
Objectif(s) de développement du projet									
L'objectif du projet est d'améliorer la transparence du budget de l'éducation de base par le suivi et l'évaluation de son exécution et de sa qualité à l'aide d'outils de redevabilité sociale en ligne et hors ligne.									
Composantes									
Nom de la composante :							Coût (USD)		
Composante 1 : Suivi participatif de l'exécution du budget de l'éducation de base							243 016		
Composante 2 : Dialogue constructif et outils pour améliorer les services éducatifs							239 142		
Composante 2 : Connaissances et apprentissage							122 842		

## I. OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DU PROJET

### A. ODP

L'objectif du projet est d'améliorer la transparence du budget de l'éducation de base par le suivi et l'évaluation de son exécution et de sa qualité à l'aide d'outils de redevabilité sociale en ligne et hors ligne.

Le projet mettra en place une plateforme TIC qui sera connectée à la base de données BOOST de la Mauritanie et collectera des informations auprès de toutes les parties prenantes concernées, incluant les réseaux d'ONG, les associations de parents et les institutions gouvernementales nationales et locales. La base de données BOOST de la Mauritanie est une initiative de la Banque mondiale qui fournit les données budgétaires désagrégées du gouvernement central, y compris les chiffres sur les allocations et les exécutions budgétaires de chaque organisme du gouvernement central. L'approche BOOST présente un intérêt particulier dans la mesure où elle fournit des plateformes conviviales où toutes les données relatives aux dépenses sont facilement accessibles (souvent accompagnées d'indicateurs non-financiers) et analysées.

Le projet sera axé sur : i) l'établissement d'un système pour le suivi participatif à travers des systèmes en ligne et hors ligne ; ii) l'appui à un dialogue constructif entre le gouvernement et la société civile afin d'améliorer les résultats dans le domaine de l'éducation ; et iii) le renforcement des capacités de la société civile à mettre en œuvre des interventions de redevabilité sociale.

### B. Bénéficiaires du projet

*Les bénéficiaires directs du projet incluent :*

- Les élèves des provinces (« wilaya ») du sud de Nouakchott et de Tagant où le projet sera exécuté.
- Les Associations de parents des provinces du sud de Nouakchott et de Tagant.
- La Direction de l'Education de base du Ministère de l'Education nationale qui utilisera les informations produites pour orienter la conception de la politique et améliorer les résultats en matière d'éducation.
- La Fédération nationale des Associations de parents de la République islamique de la Mauritanie (FENAPERIM) qui bénéficiera de l'appui institutionnel du projet.

*Les bénéficiaires indirects du projet comprennent :*

- Tous les citoyens de la Mauritanie qui bénéficieront d'un meilleur accès aux informations et d'une amélioration des dépenses en éducation.
- Le Ministère des Finances et le Ministère des Affaires Economiques et du Développement qui utiliseront les informations en vue d'améliorer l'affectation budgétaire et établir des politiques de développement complémentaires visant à améliorer les résultats en matière d'éducation.
- Le Parlement qui utilisera les informations produites pour renforcer sa supervision des dépenses en éducation.

## II. DESCRIPTION DU PROJET

### A. Composantes du projet

#### **Composante 2 : Suivi participatif de l'exécution du budget de l'éducation de base**

L'objectif de cette composante est de diffuser les informations sur l'exécution budgétaire du secteur de l'éducation primaire en utilisant l'outil BOOST. Les principales activités de cette composante incluent :

- (a) Identifier les points focaux au sein des ministères qui participent à la l'exécution du budget de l'éducation de base.

- (b) Collecter les informations sur l'exécution budgétaire et la qualité de l'éducation de base au niveau national et dans les deux provinces (« wilayas ») ciblées par le projet.
- (c) Diffuser les données sur le budget de l'Education nationale de base en utilisant l'outil BOOST de la Mauritanie.
- (d) Etablir un comité de plaidoyer pour le suivi de l'exécution budgétaire.

### **Composante 2 : Dialogue constructif et outils pour améliorer les services éducatifs**

Cette composante a pour objectif d'élaborer les moyens et les outils à utiliser pour favoriser l'établissement d'un dialogue constructif entre les autorités locales et nationales et les OSC qui feront le suivi des services éducatifs. Les principales activités de cette composante sont les suivantes :

- (a) Etablir des partenariats avec la Direction régionale de l'Education nationale, l'Inspection départementale de l'Education nationale et les unités responsables de l'exécution budgétaire au sein du Ministère de l'Education nationale, le Ministère des Finances ainsi que le Ministère des Affaires économiques et du Développement.
- (b) Mettre en place une plateforme d'information et élaborer des outils de dialogue en ligne et hors ligne (site web et texto)
- (c) Former et appuyer la Fédération nationale des Associations des parents
- (d) Etablir un réseau d'ONG et un comité de plaidoyer (regroupant des parlementaires, des journalistes et la société civile)
- (e) Etablir un système local de suivi et évaluation pour les deux provinces (« wilayas ») pour collecter et diffuser les informations sur la qualité des services éducatifs.

### **Composante 3 : Connaissances et apprentissage**

Cette composante a pour objectif de capitaliser et diffuser les enseignements tirés de l'exécution du projet. Les principales activités de cette composante sont les suivantes :

- (a) Produire et diffuser les connaissances et les enseignements tirés de l'approche et de l'expérience du projet.
- (b) Former le réseau des ONG, la FENAPERIM et le comité de plaidoyer sur le dialogue constructif avec le gouvernement et sur l'utilisation de l'outil BOOST pour le suivi budgétaire participatif
- (c) Soutenir les Associations des parents des deux provinces (« wilayas »).

## **B. Financement du projet**

L'instrument de financement choisi pour ce projet est la Subvention en Fonds fiduciaire exécuté par le bénéficiaire (RETF). La source de financement de cette subvention est le Partenariat mondial pour la redevabilité sociale (GPSA), hébergé par la Banque mondiale. Conformément aux directives pour les Fonds fiduciaires de la Banque mondiale, étant donné que le montant de ce Fonds fiduciaire est inférieur à cinq millions USD, le projet est soumis aux procédures de la Banque mondiale pour la préparation et supervision des projets de Petites subventions en RETF. Le coût du projet est estimé à 605 000 USD que la subvention du GPSA financera entièrement. De plus, la Banque mondiale engagera un budget annuel de supervision de projet d'un montant de 20 000 USD par an.

Coûts du projet	Coût total du projet (USD)	Financement de subvention du GPSA (USD)	Financement des OSC (USD)	Financement BM* (USD)	Financement du GPSA (%)
<b>Composante 1</b>	243 016	243 016	0,0	0,0	100
<b>Composante 2</b>	239 142	239 142	0,0	0,0	100
<b>Composante 3</b>	122 842	122 842	0,0	0,0	100
Coûts de base totaux	605 000	605 000	0,0	0,0	100
Autres coûts	80 000	0,0	0,0	80 000	0,0
<b>Coût total du projet</b>	<b>685 000</b>	<b>605 000</b>	<b>0,0</b>	<b>80 000</b>	<b>88,3</b>

\* Budget annuel de supervision de projet de la Banque mondiale de 20 000 USD;

### III. MISE EN OEUVRE

#### A. Modalités d'exécution

**Agence d'exécution de projet :** Le projet sera dirigé et coordonné par Eco-développement (Ecodev). L'organisation sera responsable des activités opérationnelles, du suivi de projet et des évaluations internes. Elle assurera également la qualité de la conception, de la formation et de la mise en œuvre des outils de redevabilité sociale.

Ecodev est une organisation mauritanienne créée en 1999 qui se concentre sur le développement local et l'environnement. L'organisation a mis en œuvre des initiatives pour la redevabilité sociale depuis 2008. Parmi les projets mis en œuvre par l'organisation, il y a : i) « Jeunes dans la cité », financé par l'Ambassade de France en Mauritanie pour le renforcement des capacités des jeunes à accomplir des interventions pour la redevabilité sociale ; et ii) « Promotion du développement local dans la Moughataa de Monguel », financé par l'Union européenne pour le renforcement des capacités des citoyens de Moughataa de Monguel à mettre en œuvre des interventions pour la redevabilité sociale dans le domaine de l'éducation.

Ecodev collaborera avec la Fédération nationale des Associations des parents de la République islamique de Mauritanie (FENAPERI) pour réaliser ses objectifs. Ce partenaire a un rôle important à jouer dans le suivi du budget ainsi que dans la pérennisation du dialogue constructif, ce qui devrait entraîner une amélioration des services publics d'éducation de base. La FENAPERIM a plus de 45 000 membres regroupés en 4 114 associations de parents et 13 unions régionales.

**Flux de fonds :** Ecodev puisera directement dans le Compte désigné afin d'assurer la régularité du flux de fonds pour l'exécution des activités du projet. Un calendrier indicatif des Avances et du Remboursement final sera inclus dans la Lettre sur les conditions de décaissement. Les demandes de retrait du Fonds de subvention seront déposées suivant un calendrier (jalons) convenu entre Ecodev et la Banque mondiale.

#### B. Suivi et évaluation des résultats

Ecodev et la Banque mondiale feront le suivi des indicateurs de niveau ODP, ainsi que de l'exécution des activités appuyées par chaque composante du projet. L'exécution du projet sera suivie et évaluée suivant une approche de recherche axée sur l'action, incluant une évaluation de référence (un benchmark définissant les indicateurs de suivi et la fréquence de renseignement) et une évaluation finale. L'approche permet au projet d'améliorer sa stratégie et ses activités par l'apprentissage et la gestion adaptatifs ainsi que de tirer des enseignements pour les interventions futures.

Afin de faciliter la communication entre le projet et le bureau national, différents outils seront utilisés :

- Des fiches d'activités de suivi hebdomadaires qui décrivent la planification pour chaque semaine et l'avancement du projet en préparation de réunions de coordination hebdomadaire au bureau
- Les rapports trimestriels pour évaluer l'efficacité des activités, ajuster la planification de l'avancement et pour comprendre les implications budgétaires

Afin de coordonner les efforts de S&E du projet, un personnel de suivi et évaluation sera affecté à plein temps au projet et des consultants seront recrutés pour élaborer des évaluations externes du projet. La GPSA appuiera également la mise en œuvre de cette composante.

#### C. Pérennité

Le projet accordera une attention particulière à la durabilité dans l'objectif d'étendre l'impact du projet au-delà du cycle du projet par : i) l'institutionnalisation de la chaîne de suivi et d'évaluation des services publics d'éducation de base ; et ii) l'amélioration des capacités des principaux intervenants du secteur public et de la société civile à collaborer dans cette démarche.